

GIPEAM
Commande publique

MARCHÉ PUBLIC
SERVICES

Marché de services d'assurance portant sur la souscription d'une couverture de protection sociale complémentaire en santé et en prévoyance au bénéfice des agents du GIPEAM

Cahier des Clauses Particulières

Consultation n°

26GIPEAM04

CONTACT










1, rue du Receveur Madi Combo
Lotissement Mlézi

www.europe-a-mayotte.yt

SOMMAIRE

Eléments clés du contrat	
Introduction	
Définitions	
PARTIE 1. CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES	
1. Objet du marché	
2. Structure et forme du marché	
3. Durée	
4. Modalités d'exécution	
5. Prix et conditions de paiement	
6. Conditions de réalisation des prestations.....	
7. Obligations du titulaire.....	
8. Litige et sanctions	
9. Fin du marché	
PARTIE 2. CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	

ÉLÉMENTS CLÉS DU CONTRAT

	Objet du contrat	Marché de protection sociale complémentaire en santé et en prévoyance au bénéfice des agents du GIPEAM
	Acheteur	GIPEAM
	Type de contrat	Le contrat est un marché public passé en Procédure adaptée (Article R2123-1 1° - Code de la commande publique). Le contrat fait référence au CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021. Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives du marché. ; mono-attributaire par lot
	Structure	2 lots
	Lieu d'exécution	Mayotte
	Durée	12 Mois, reconductible 3 fois 12 mois
	Pénalités	Voir Litige et sanctions CCP
	Variation des prix	Révisables
	Nature des prix	Forfaitaire/ unitaire

CONTACT

1, rue du Receveur Madi Combo
Lotissement Mlézi

www.europe-a-mayotte.yt






INTRODUCTION

Le présent marché a pour objet la souscription et la gestion d'une couverture de protection sociale complémentaire en santé et en prévoyance au bénéfice des agents du GIPEAM.

Il couvre, d'une part, le remboursement des frais de santé en complément des prestations servies par les régimes obligatoires d'assurance maladie et, d'autre part, les garanties de prévoyance destinées à couvrir les risques liés à l'incapacité de travail, à l'invalidité et au décès.

Le marché comprend également la gestion administrative du contrat, des adhésions et radiations, le traitement des prestations, la mise en œuvre du tiers payant lorsqu'il y a lieu, la télétransmission avec les organismes de sécurité sociale, ainsi que la mise à disposition de services d'information, d'assistance et de suivi au bénéfice des agents et du GIPEAM.

DEFINITIONS

 Contrat	Le contrat est un marché public passé en Procédure adaptée (Article R2123-1 1° - Code de la commande publique). Le contrat fait référence au CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021. Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives du marché. ; mono-attributaire par lot
 Acheteur	Le GIPEAM agit en tant que pouvoir adjudicateur lors de la passation du marché.
 Bénéficiaire	Les agents du GIPEAM et leurs ayants droit sont les bénéficiaires des prestations.
 Titulaire	Le titulaire désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
 Prestation	La prestation correspond à la mise en place et à la gestion d'une couverture de protection sociale complémentaire en santé et en prévoyance au bénéfice des agents du GIPEAM et, le cas échéant, de leurs ayants droit pour les garanties qui le permettent. Elle comprend notamment la prise en charge des frais de santé complémentaires aux remboursements des régimes obligatoires d'assurance maladie, la couverture des risques de prévoyance, notamment en cas d'incapacité de travail, d'invalidité et de décès, ainsi que la gestion des affiliations et radiations, le versement des prestations, la mise en œuvre du tiers payant lorsqu'il est applicable, la télétransmission avec les organismes d'assurance maladie obligatoire, ainsi que les services d'accompagnement prévus au contrat. Le financement du dispositif repose sur les cotisations versées par les agents bénéficiaires et, le cas échéant, sur la participation financière du GIPEAM.



PARTIE 1. CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

1. OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la mise en place d'une couverture de protection sociale complémentaire en santé et en prévoyance au bénéfice des agents du GIPEAM.

Les prestations incluent notamment :

- La prise en charge des frais de santé complémentaires aux prestations servies par les régimes obligatoires d'assurance maladie ;
- la couverture des risques de prévoyance, notamment en cas d'incapacité de travail, d'invalidité, d'incapacité et de décès, selon les garanties définies au marché ;
- La définition et la gestion des garanties (hospitalisation, soins courants, optique, dentaire, prévention, etc.) et de prévoyance ;
- la gestion administrative des adhésions, des affiliations, des radiations et, le cas échéant, des modifications de situation des bénéficiaires ;
- le versement des prestations dues aux assurés ou à leurs ayants droit, ainsi que la mise en œuvre du tiers payant lorsque celui-ci est applicable ;
- la mise à disposition d'un service d'information, de conseil et d'assistance à destination des agents ;
- la production de reportings, de tableaux de bord et de tout outil de suivi nécessaire au bénéfice du GIPEAM.

2. STRUCTURE ET FORME DU MARCHÉ

■ 2.1. Décomposition de la prestation et forme du contrat :

Marché à procédure adaptée (Article R2123-1 1° - Code de la commande publique)

■ 2.2. Nature de la prestation :

Les prestations relèvent d'un contrat de **services**.

■ 2.3. Allotissement :

Le marché est attribué à un opérateur économique par lot.

CONTACT

1, rue du Receveur Madi Combo

www.europe-a-mayotte.yt

-

Lotissement Mlézi





Il est alloti de la façon suivante :

Lot	Intitulé	Code CPV
1	Complémentaire santé	66512200-4
2	Prévoyance	66512000-2

3. DURÉE

■ 3.1 Durée du contrat :

Le contrat est conclu pour une durée de **12 mois** à compter de la date indiquée dans le courrier de notification.

■ 3.2. Reconduction du contrat :

Le contrat est reconductible 3 fois de manière tacite pour les mêmes montants et d'une durée de 12 mois. L'acheteur prend la décision de ne pas reconduire le contrat 3 mois avant la date de fin de la période d'exécution en cours. Seul le GIPEAM pourra prendre une décision de non-reconduction.

■ 3.3. Pièces contractuelles du marché :

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS, les pièces constitutives du marché, par ordre de priorité décroissante, sont les suivantes :

Pièces particulières :

- l'acte d'engagement et ses annexes éventuelles ;
- Le Cahier des Clauses Particulières, dont l'exemplaire conservé dans les archives du GIPEAM fait seul foi,
- L'offre du candidat retenu
- les actes modificatifs contractualisés en phase d'exécution

Pièces générales :

Le Cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (« CCAG FCS » - arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services, NOR : ECOM2106868A) dans sa version applicable à la date de lancement du marché.

4. MODALITES D'EXÉCUTION DU PRESENT MARCHÉ

5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

5.1 Prix du contrat :

CONTACT

-

1, rue du Receveur Madi Combo
Lotissement Mlézi

www.europe-a-mayotte.yt



5.1.1 Établissement des prix :

Les cotisations dues au titre du présent marché sont acquittées par les agents adhérents et le cas échéant, par le GIPEAM au titre de sa participation employeur, dans les conditions définies par les pièces du marché et par le contrat d'adhésion.

Les cotisations sont établies hors taxe et en euros.

En complément des articles 10.1.3 et 10.1.4 du CCAG FCS, les cotisations sont réputées inclure :

- les frais de gestion,
- les outils de gestion,
- les services d'information,
- la mise en œuvre du tiers payant,
- la télétransmission,
- les frais liés à la gestion des adhésions et prestations.

5.1.2. TVA :

Conformément à l'article 294 du Code général des impôts, la TVA ne s'applique pas aux prestations réalisées à Mayotte, ni à l'importation de biens. Par conséquent, les prix indiqués dans le cadre du présent marché sont exprimés hors TVA.

Le titulaire s'engage à respecter cette spécificité fiscale applicable à Mayotte et à ne pas inclure de TVA dans ses factures.

■ **5.2 Condition de paiement :**

5.2.1. Avance :

Il n'est pas prévu d'avance.

5.2.2. Présentation des demandes de paiement :

Le titulaire adresse au GIPEAM les demandes de paiement correspondant à la participation employeur, sur la base des cotisations dues au titre du présent marché.

Les demandes de paiement prennent la forme d'un appel de cotisations ou d'un état récapitulatif, faisant apparaître au minimum :

- la période concernée ;
- le lot concerné ;
- le nombre d'agents bénéficiaires affiliés ;
- le montant total des cotisations appelées ;
- la part prise en charge par les agents ;
- la part due par le GIPEAM au titre de la participation employeur ;
- le cas échéant, toute évolution affectant les affiliations ou radiations sur la période considérée.

Les demandes de paiement sont transmises par voie électronique dans les conditions prévues par les articles L.2192-1 et suivants du Code de la commande publique, via le portail Chorus Pro.

<https://chorus-pro.gouv.fr/>

A titre informatif, le titulaire est également invité à envoyer une copie électronique de la facture par e-mail à

CONTACT

1, rue du Receveur Madi Combo

www.europe-a-mayotte.yt

-

Lotissement Mlézi

l'adresse suivante : bahati.houmadi@europe-a-mayotte.yt

Il est précisé que la transmission par e-mail ne remplace en aucun cas l'obligation de transmission par Chorus Pro, et seule cette dernière transmission sera retenue pour le traitement des factures.

Le paiement s'effectue selon les règles de la comptabilité publique. Le délai global de paiement est fixé à 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement complète par le GIPEAM.

Le cas échéant, les demandes de paiement sont accompagnées de tout document justificatif utile permettant de vérifier le montant de la participation employeur due au GIPEAM.

5.2.3. Délai de paiement :

Le délai de paiement est de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$$

Dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la demande de paiement

Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points

J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement

F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

6. CONDITIONS DE RÉALISATION DES PRESTATIONS

■ **6.1 Conditions de réalisation des prestations :**

6.1.1. Modalités de réalisation des prestations :

Les prestations seront réalisées en accord avec le GIPEAM, selon les modalités convenues en amont et en collaboration avec lui.

Les prestations sont effectuées aux frais et risques du titulaire.

■ **6.2 Vérification des prestations :**

6.2.1. Niveau d'obligation prévu au contrat :

Du fait de l'objet du contrat le titulaire est soumis à une obligation générale de résultat. Celle-ci s'impose au titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au contrat. Le titulaire s'engage à exécuter les prestations et à remettre les livrables associés avec le niveau de compétence professionnelle requis pour ce type de prestations, à consacrer tous les moyens humains et matériels nécessaires à sa bonne exécution, ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au contrat.

CONTACT

1, rue du Receveur Madi Combo
Lotissement Mlézi

www.europe-a-mayotte.yt

6.2.2. Opérations de vérification des prestations :

Les prestations relevant du présent marché font l'objet d'un contrôle par le pouvoir adjudicateur afin de s'assurer du respect des stipulations contractuelles.

Ce contrôle porte notamment sur :

- le respect des niveaux de garanties prévus au contrat ;
- les délais de traitement et de remboursement des prestations ;
- la mise en œuvre effective du tiers payant et de la télétransmission ;
- la qualité de la gestion administrative (affiliations, radiations, réclamations) ;
- le respect des engagements contractuels et tarifaires.

Le titulaire s'engage à transmettre, à la demande du pouvoir adjudicateur, tout élément ou document permettant de vérifier la bonne exécution du contrat, notamment des statistiques anonymisées de gestion et des indicateurs de performance.

En cas de manquement constaté aux obligations contractuelles, le pouvoir adjudicateur pourra mettre le titulaire en demeure de remédier aux manquements constatés dans un délai qu'il fixera. À défaut de régularisation dans le délai imparti, les dispositions relatives aux pénalités ou à la résiliation du marché pourront être mises en œuvre.

■ **6.3 Clause de réexamen et modifications du contrat**

6.3.1. Clause de réexamen et modifications du contrat :

Conformément aux dispositions de l'article L. 2194-1 du code de la commande publique, le présent contrat peut être modifié dans les conditions ci-dessous sans que ces modifications ne viennent changer l'objet ou la nature globale du marché.

La clause de réexamen pourra être utilisée en cas de :

- modification des clauses contractuelles dès lors qu'elles ne sont pas substantielles
- autres ajouts et modifications tels que précisé ci-après.

6.3.1.1. Modifications et ajouts suite à une évolution réglementaire ou normative

En cas d'évolution législative ou réglementaire affectant les garanties ou les obligations des organismes complémentaires, le contrat pourra être adapté afin d'assurer sa conformité aux nouvelles dispositions en vigueur.



6.3.1.2. Évolution des garanties

Toute modification des niveaux de garanties, des plafonds de remboursement, des exclusions, ou des services associés prévus au présent marché ne peut intervenir que par voie d'avenant, dans le respect des dispositions des articles L.2194-1 et R.2194-1 et suivants du Code de la commande publique.

Les modifications envisagées :

- doivent demeurer conformes à l'objet du marché ;
- ne pas en modifier la nature globale ;
- ne pas bouleverser son équilibre économique.

Toute évolution des garanties susceptible d'avoir un impact sur les cotisations fait l'objet d'une proposition chiffrée du titulaire et d'une validation expresse du GIPEAM.

Aucune modification des garanties ne peut intervenir sans accord écrit préalable des parties.

6.3.1.3. Variation des effectifs

Le présent marché est exécuté sur la base des effectifs réellement affiliés.

Les cotisations sont calculées en fonction :

- du nombre d'agents adhérents ;
- et, le cas échéant, du nombre d'ayants droit affiliés.

Les entrées et sorties d'agents en cours d'exécution du marché entraînent une adaptation automatique du montant global des cotisations, sans que cela constitue une modification du contrat au sens des articles L.2194-1 et suivants du Code de la commande publique.

Le titulaire ne peut se prévaloir d'une variation des effectifs pour solliciter une modification des garanties ou une révision exceptionnelle des cotisations en dehors des conditions prévues au présent marché.

6.3.1.4. Modifications en cas de circonstances imprévisibles

Conformément à l'article R.2194-5 du Code de la commande publique, le présent marché peut être modifié lorsque la modification est rendue nécessaire par des circonstances qu'un acheteur diligent ne pouvait prévoir lors de sa conclusion.

Peuvent notamment constituer de telles circonstances :

- une réforme législative ou réglementaire affectant de manière significative le régime de protection sociale complémentaire ;
- une modification substantielle du régime obligatoire d'assurance maladie ;
- une crise sanitaire majeure impactant durablement l'équilibre du contrat ;
- toute évolution imprévisible ayant pour effet de modifier significativement les conditions économiques d'exécution du marché.





Dans ces hypothèses, les parties peuvent convenir, par voie d'avenant, des adaptations nécessaires, notamment :

- une modification des garanties afin d'assurer la conformité réglementaire ;
- une adaptation des modalités de gestion ;
- une révision exceptionnelle des cotisations, dûment justifiée par des éléments objectifs et documentés.

Le titulaire doit transmettre au GIPEAM tout élément justificatif permettant d'apprécier la réalité et l'ampleur des circonstances invoquées.

Toute modification ne peut intervenir qu'après validation écrite du GIPEAM et ne doit pas modifier la nature globale du marché ni en bouleverser l'équilibre au profit du titulaire.

6.3.1.5. Modalités de mise en œuvre de la clause de réexamen

Toute modification envisagée en application des articles précédents doit faire l'objet d'une demande écrite et motivée.

Le titulaire transmet au GIPEAM un dossier justificatif comprenant notamment :

- l'exposé détaillé des circonstances justifiant la modification ;
- l'analyse de l'impact sur les garanties ou les modalités de gestion ;
- l'évaluation chiffrée de l'impact éventuel sur les cotisations ;
- tout élément actuariel ou réglementaire permettant d'apprécier le bien-fondé de la demande.

Le GIPEAM dispose d'un délai de trente (30) jours calendaires à compter de la réception d'un dossier complet pour se prononcer.

Toute modification acceptée donne lieu à la conclusion d'un avenant signé par les deux parties. Aucune modification des garanties, des services ou des cotisations ne peut entrer en vigueur sans la signature préalable d'un avenant.

En cas de rejet de la demande par le GIPEAM, le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité ni compensation.

6.3.1.6. Adjonction de prestations

Le GIPEAM peut, en cours d'exécution du marché, solliciter l'ajout de garanties ou de services complémentaires, dès lors que :

- ces ajouts demeurent conformes à l'objet du marché ;
- ils ne modifient pas la nature globale du contrat ;
- ils ne bouleversent pas son équilibre économique.

Toute adjonction de garantie ou de service fait l'objet d'une proposition chiffrée et motivée du titulaire, précisant notamment l'impact éventuel sur les cotisations.

Ces modifications ne peuvent entrer en vigueur qu'après la conclusion d'un avenant signé par les deux parties, dans le respect des dispositions du Code de la commande publique.



6.3.3. Dématérialisation du suivi :

L'acheteur notifie au titulaire les actes d'exécution et modificatifs, par voie dématérialisée, via son profil acheteur. La notification de l'acte est réputée être le jour de la première consultation du document si celle-ci a lieu moins de 48h à compter de son envoi, ou à défaut, 48h après.

7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

■ 7.1 Obligations courantes du titulaire

7.1.1. Assurances :

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du contrat et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

7.1.2. Devoir d'information et de conseil :

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

7.1.3. Obligation de vigilance :

Le titulaire remet :

1) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, le titulaire doit fournir des documents datant de moins de 6 mois attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'URSSAF, au 31 décembre de l'année précédente, et du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public :

- le certificat social URSSAF ;
- une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics).

2) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, puis tous les 6 mois, le titulaire fournit les documents attestant de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :

- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions

de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance).

3) Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :

- un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis) ;
- un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

7.1.4. Prévention des risques de conflits d'intérêts et de corruption :

Durant l'exécution du contrat le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'acheteur et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du contrat.

Le titulaire s'engage à avertir l'acheteur de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation. A ce titre, le titulaire s'engage à divulguer sur simple demande de l'acheteur les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informe l'acheteur de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;
- Fournit toute assistance nécessaire à l'acheteur pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

7.1.5. Réparation des dommages :

Les dommages de toute nature causés au personnel et le cas échéant aux ayants droit par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

7.1.6. Sous-traitance :

Le marché peut faire l'objet de sous-traitance. Le titulaire est autorisé à confier l'exécution de certaines prestations à des sous-traitants, dans le respect des conditions définies au CCAG-FCS. Il demeure néanmoins responsable de la bonne exécution du marché et du respect des obligations contractuelles par ses sous-traitants.

■ 7.2 Obligations liées à la sécurité

7.2.1. Confidentialité et protection des données personnelles :

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du contrat.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

8. LITIGE ET SANCTIONS

■ 8.1 Représentation des parties :

Dès la notification du contrat, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution.

Le titulaire désigne dès le début du contrat les noms et coordonnées professionnelles d'une ou plusieurs personnes chargées de le représenter pour l'exécution des prestations. En cas d'empêchement ou de remplacement de ces représentants en cours d'exécution du contrat, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et lui indique les noms et coordonnées professionnelles d'un nouveau représentant. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

■ 8.2 Pénalités

En cas de manquement aux obligations contractuelles, notamment en matière de délais de remboursement, de gestion administrative ou de transmission des informations prévues au marché, le GIPEAM peut mettre le titulaire en demeure de se conformer à ses obligations dans un délai qu'il fixe.

À défaut de régularisation dans le délai imparti, une pénalité forfaitaire pourra être appliquée, dans la limite de 5 % du montant annuel estimé des cotisations.

En cas de manquements répétés ou graves, le GIPEAM pourra engager la procédure de résiliation du marché.

■ 8.3 Résiliation et autres stipulations

8.3.1 Résiliation du présent marché :

Le marché pourra être résilié de plein droit, sans indemnité pour le titulaire, si celui-ci se trouve, en cours d'exécution du contrat, dans l'un des cas d'exclusion prévus aux articles L.2141-1 à L.2141-6 du Code de la commande publique, notamment en cas d'interdiction de soumissionner aux marchés publics.

La résiliation pourra intervenir après constatation de la situation et, le cas échéant, après mise en demeure restée sans effet.

8.3.2. Continuité du service en cas de défaillance :

En cas de manquement grave du titulaire susceptible d'entraîner une interruption des garanties, le GIPEAM peut mettre en demeure le titulaire de régulariser la situation dans un délai qu'il fixe.

À défaut de régularisation, le GIPEAM pourra prononcer la résiliation du marché dans les conditions prévues au présent CCP.

Le titulaire s'engage à assurer la continuité des garanties et de la gestion administrative jusqu'à la prise d'effet d'un nouveau contrat, afin d'éviter toute rupture de couverture pour les agents.

8.3.3 Résiliation partielle

Une résiliation partielle du marché peut intervenir :

- soit d'un commun accord entre les parties ;
- soit en cas de manquement grave du titulaire affectant une obligation distincte et identifiable du reste du contrat.

La résiliation partielle ne peut porter que sur des éléments accessoires du marché et ne doit pas modifier la nature globale du contrat ni en bouleverser l'équilibre économique.

Toute résiliation partielle donne lieu à un avenant précisant son périmètre et, le cas échéant, les conséquences financières associées.

8.3.4 Continuité des garanties en cas de défaillance

En cas de manquement grave du titulaire susceptible d'entraîner une interruption des garanties ou de la gestion administrative, le GIPEAM peut mettre le titulaire en demeure de se conformer à ses obligations dans un délai qu'il fixe.

À défaut de régularisation dans le délai imparti, le GIPEAM pourra prononcer la résiliation du marché pour faute.

Le titulaire s'engage, en cas de résiliation ou d'échéance du marché, à assurer la continuité des garanties et de la gestion des dossiers en cours jusqu'à la prise d'effet d'un nouveau contrat, dans des conditions permettant d'éviter toute rupture de couverture pour les agents.

8.3.5. Résiliation pour faute

En cas de manquement grave ou répété du titulaire à ses obligations contractuelles, le GIPEAM peut résilier le marché aux torts exclusifs du titulaire, après mise en demeure restée sans effet dans le délai fixé.

Constituent notamment des manquements susceptibles d'entraîner la résiliation :

- le non-respect des niveaux de garanties prévus au contrat ;
- des retards répétés et significatifs dans le traitement ou le remboursement des prestations ;
- le non-respect des engagements de gestion ou de transmission des informations prévues au marché ;
- la perte de l'agrément délivré par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) ;
- la survenance d'un cas d'exclusion prévu aux articles L.2141-1 et suivants du Code de la commande publique.

La résiliation pour faute ne donne lieu à aucune indemnité au profit du titulaire et ne fait pas obstacle à l'exercice par le GIPEAM de toute action en réparation des préjudices subis.

8.3.6. Résiliation pour motif d'intérêt général

Le GIPEAM peut résilier le présent marché à tout moment pour un motif d'intérêt général, dans les conditions prévues par le CCAG-FCS.

La résiliation est notifiée au titulaire par écrit et prend effet à l'issue d'un préavis de **six (6) mois** à compter de la date de réception de la notification.

Pendant la durée du préavis, le titulaire demeure tenu d'assurer l'intégralité des garanties et des services prévus au marché, dans les conditions contractuelles en vigueur.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité correspondant :

- aux cotisations afférentes à la période d'exécution effective du contrat ;
- aux dépenses dûment justifiées engagées pour l'exécution du marché et non amorties à la date de résiliation.

Aucune indemnité ne pourra être accordée au titre du manque à gagner ou des bénéfices escomptés sur la durée restante du marché.

Le titulaire s'engage à assurer la continuité des garanties et la gestion des dossiers en cours jusqu'à la prise d'effet d'un nouveau contrat, afin d'éviter toute rupture de couverture pour les agents.

8.3.7. Tribunal compétent

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant :

Tribunal Administratif de Mamoudzou
731 boulevard Younoussa Bamana
97600 MAMOUDZOU
Téléphone : 02 69 61 18 56
Télécopie : 02 69 61 18 62
Courriel : greffe.ta-mayotte@juradm.fr

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier.


9. FIN DU MARCHÉ

■ 9.1. Propriété intellectuelle :

Les documents, supports d'information et éléments produits spécifiquement dans le cadre de l'exécution du présent marché peuvent être utilisés par le GIPEAM pour les besoins liés à la gestion du contrat. Le titulaire conserve ses droits de propriété intellectuelle sur ses méthodes, outils et supports génériques.

■ 9.2. Certificat de bonne exécution :

À l'issue du marché, et à la demande du titulaire, le GIPEAM peut délivrer un certificat attestant de la bonne exécution du contrat, sous réserve du respect des obligations contractuelles.


Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :

[Code de la commande publique et ses annexes \(Legifrance\)](#)
[CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021 dans sa rédaction en vigueur au moment de la remise de l'offre.](#)

PARTIE 2. CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

1. Prestations attendues – Lot n°1 complémentaire santé - Socle minimal obligatoire – Garanties

Poste de garantie	Niveau minimal exigé
1-Hospitalisation	150 % BR minimum
Forfait journalier hospitalier	Pris en charge intégralement et sans limitation de durée
Chambre particulière	60 € / jour minimum
Accompagnant enfant hospitalisé	30 € / jour minimum
2-Soins courants (consultations, pharmacie, actes techniques etc.)	100 % BR minimum
Pharmacie remboursée	100 % BR minimum
Analyses médicales	100 % BR minimum
3-Dentaire – panier 100 % santé	Intégralement couvert
Soins dentaires	100 % BR minimum
Prothèses dentaires	125 % BR minimum

CONTACT

1, rue du Receveur Madi Combo
Lotissement Mlézi

www.europe-a-mayotte.yt



Implantologie	Forfait 300 € / an minimum
4-Optique – panier 100 % santé	Intégralement couvert
Optique hors panier 100 % santé	200 € minimum par équipement tous les 2 ans
5-Audioprothèse – panier 100 % santé	Intégralement couvert
Audioprothèse hors panier	200 € minimum par appareil
6-Médecines douces	Forfait 100 € / an minimum

1.1 Socle minimal obligatoire – Garanties – prestation supplémentaire éventuelle (PSE)

Poste de garantie	Niveau minimal exigé
1-Hospitalisation	200 % BR minimum
Forfait journalier hospitalier	Pris en charge intégralement et sans limitation de durée
Chambre particulière	80 € / jour minimum
Accompagnant enfant hospitalisé	40 € / jour minimum
2-Soins courants (consultations, pharmacie, actes techniques etc.)	125 % BR minimum
Pharmacie remboursée	100 % BR minimum
Analyses médicales	125 % BR minimum
3-Dentaire – panier 100 % santé	Intégralement couvert
Soins dentaires	125 % BR minimum
Prothèses dentaires	250 % BR minimum
Implantologie	Forfait 500 € / an minimum
4-Optique – panier 100 % santé	Intégralement couvert
Optique hors panier 100 % santé	350 € minimum par équipement tous les 2 ans
5-Audioprothèse – panier 100 % santé	Intégralement couvert

CONTACT

1, rue du Receveur Madi Combo
Lotissement Mlézi

www.europe-a-mayotte.yt





Audioprothèse hors panier	400 € minimum par appareil
6-Médecines douces	Forfait 200 € / an minimum

1.2 Exigence de gestion

Exigence	Niveau requis
Télétransmission NOEMIE	Obligatoire
Tiers payant	Généralisé
Délai moyen de remboursement	Le candidat précisera le délai moyen de remboursement proposé, sans qu'il puisse excéder 5 jours ouvrés.
Espace assuré en ligne	Obligatoire
Application mobile	Application mobile ou service équivalent d'accès dématérialisé aux garanties et remboursements
Interlocuteur dédié GIPEAM	Obligatoire
Délai de carence	Aucun

2. Prestations attendues – Lot n°2 Prévoyance

Garanties minimales	Niveau minimal exigé/contenu attendu
Incapacité temporaire de travail	Garantie obligatoire
Invalidité	Garantie obligatoire
Décès	Garantie obligatoire
PTIA	À préciser par le candidat
Rente éducation / conjoint	Le cas échéant, à préciser
Délai de franchise	À préciser par le candidat
Exclusions	À préciser par le candidat
Délai de versement	À préciser par le candidat

Gestion	Niveau requis
Modalités de déclaration des sinistres	À préciser par le candidat
Délais de traitement	À préciser par le candidat
Interlocuteur dédié	Obligatoire

CONTACT

1, rue du Receveur Madi Combo
Lotissement Mlézi

www.europe-a-mayotte.yt





Outils de suivi	Obligatoire
Reporting au GIPEAM	Obligatoire

CONTACT

-

1, rue du Receveur Madi Combo
Lotissement Mlézi

www.europe-a-mayotte.yt

